

► Assises de la Mer : le Premier ministre Édouard Un discours rassurant

Dans la vie, on dit souvent qu'il n'y a pas d'amour et que seules les preuves d'amour comptent. Si Édouard Philippe est authentiquement attaché au Havre et à son port, force est de constater que son discours, très attendu par la place portuaire havraise, hier, à l'occasion de la première journée des Assises de la Mer, a été avare d'annonces concrètes. Des paroles, des orientations certes mais pas d'actes. Pas pour le moment en tout cas. À entendre le Premier ministre, la volonté de redonner à la France sa vocation maritime est bien là. Mais cette volonté semble être en permanence suspendue à des études et autres rapports qui sont en cours d'élaboration. Pourtant, le temps presse. Sur le constat, tout le monde est d'accord. La France a trop longtemps ignoré ses ports et sa façade maritime. L'économie bleue est pourtant génératrice d'activité et d'emplois. « Ici, au Havre, il est difficile d'oublier la mer... Le large c'est notre raison d'être. Depuis 500 ans. Sans mer, pas de port, pas de ville du Havre, pas de Havrais... » souligne l'ancien maire, désormais locataire de Matignon. Édouard Philippe admet que la charge qui consiste à redynamiser la France en matière portuaire et maritime n'est pas chose facile.

Cinq ans pour faire la différence

« Nous avons cinq ans devant nous. Et en cinq ans, on peut rattraper beaucoup de retard, lever pas mal de verrous, libérer pas mal d'énergies et pourquoi pas prendre de l'avance... Parce qu'un domaine maritime, ça s'occupe physiquement, ça s'organise, ça s'exploite avec discernement, ça s'aménage comme un vrai territoire. Parce que la mer est un magnifique projet à proposer aux jeunes Français... » Édouard Philippe concède qu'on répète depuis trop longtemps les mêmes litanies, que la France n'a pas un trafic portuaire à la hauteur de sa façade maritime, de son marché intérieur

et de sa place en Europe. « On le répète depuis tellement longtemps qu'on s'est d'ailleurs un peu habitué à l'idée. Et bien moi, je ne m'habitue pas à l'idée qu'Anvers soit le premier port de France... » Pour le Premier ministre, tous les ports ont leur complémentarité mais ils n'ont pas tous la même vocation, une manière peut être de calmer le jeu sur la polémique qui s'est installée par élus interposés entre Le Havre et le port de Dunkerque qui souhaite développer son trafic conteneurs. Pourtant, Édouard Philippe évoque bien trois systèmes portuaires en France (Marseille, Le Havre, Dunkerque), des systèmes qui ont « clairement un intérêt européen et international... » Pour répondre indirectement à Hervé Morin, le président de la Région Normandie qui souhaite que la région récupère la gouvernance des ports de Rouen et du Havre, le Premier ministre réaffirme que les grands ports maritimes français doivent « demeurer dans le giron de l'État... ».

La gouvernance d'Haropa à revoir

Hier, Édouard Philippe a également donné sa vision du port du Havre et plus largement du système de l'axe Seine. « Le Havre est le premier port du Range Nord... Mais voyez vous ce port est un petit peu particulier. Je ne sais pas pour vous, mais moi sur l'axe Seine, je ne vois qu'un seul port. Un port qui commence à la digue sud et qui continue jusqu'au Pont Neuf à Paris... » Il estime au passage que la gouvernance d'Haropa, la bannière des ports du Havre, Rouen et Paris, a « atteint ses limites... ». Il prône ainsi pour un pilotage plus unifié qui inclut au même niveau les trois ports. Une mission sur ce sujet a été confiée au préfet François Philizot. Le deuxième axe du gouvernement est la compétitivité des places portuaires et la nécessité d'attirer des investisseurs. Cela suppose pour le Premier ministre de donner plus de visibilité sur les charges, notam-



ment fiscales, des ports mais aussi de simplifier les démarches en revoyant les règles de la domanialité publique pour optimiser l'utilisation du domaine portuaire et sécuriser les investisseurs. Autre axe de travail évoqué, l'amélioration de la fluidité du passage portuaire, un dossier sur lequel des instances comme l'Union maritime et portuaire (Umep) du Havre attendent beaucoup. « Ici, au Havre, on a le fleuve et on a le rail. Je sais

que l'amélioration de l'accès fluvial à Port 2000 est ici dans toutes les têtes... » Quelle que soit la solution retenue à l'issue de la concertation publique qui vient de démarrer, extension du terminal multimodal, chatière ou optimisation de l'organisation actuelle, le Premier ministre a rappelé que l'État s'engagera financièrement. Quant au rail, il rappelle que l'État investit dans la modernisation de la ligne Serqueux-Gisors. Il souhaite également que les systèmes lo-

« La conquête maritime vous appartient »

Le programme de la matinée était particulièrement chargé pour le Premier ministre. Mais il n'a pas dérogé à ses engagements. Édouard Philippe a souhaité présider, loin des caméras, la remise de diplômes des officiers polyvalents à l'ENSM.

Édouard Philippe, alors maire du Havre, s'était déjà prêté à l'exercice l'an passé pour la première promotion du nouveau cursus menant au double diplôme de la Marine Marchande et du titre d'ingénieur, pour les élèves de cinquième année (M2). Une présence qui s'inscrit dans la logique de son discours prononcé lors de l'ouverture des Assises de l'économie de la mer où il a

été, entre autres, question de formation et d'enseignement.

Avant le locataire de Matignon, Rodolphe Saadé, directeur général du groupe CMA CGM et parrain de cette seconde promotion, s'est aussi fait l'écho des sujets d'environnement et de développement abordés lors des assises. « C'est une chance pour vous, officiers polyvalents, de pouvoir compter en France sur des leaders du secteur ». CMA CGM fait partie de ces mastodontes qui, aujourd'hui, investissent et privilégient le pavillon français. Sur les trois nouveaux navires, des 20 600 conteneurs, lancés l'an prochain par la compagnie, le CMA CGM Saint-Exupéry sera confié à des officiers français et arborera le pavillon national. La

compagnie compte en faire son navire amiral. CMA CGM a également passé commande de neuf autres porte-conteneurs de 22 000 boîtes, propulsés au GNL, opérationnels en 2020 « Trois des futurs navires propulsés au GNL battront pavillon français, CMA CGM confirme sa place d'acteur majeur de l'industrie maritime française. Avec ces 4 navires supplémentaires, la flotte du groupe sous pavillon français atteindra 27 navires en 2020 ».

Acteurs d'un défi collectif

Des signes forts que le Premier ministre a salué avant de s'adresser aux diplômés. La promotion compte 145 étudiants. « Je voulais vous féliciter pour votre travail et votre ténacité. Vous avez au-

jourd'hui une mission qui vous dépasse en étant les acteurs d'un défi collectif, d'un défi français qui est celui de la maritimisation des esprits. La conquête de l'espace maritime pour redonner à la France la place qui lui revient vous incombe. Nous avons gâché beaucoup d'opportunités. Il faut conserver notre esprit conquérant. Vous devez expliquer aux autres combien la mer est importante. C'est votre combat ». Marie-Laetitia Bernardini et Camille Braye, deux jeunes diplômées, ont entendu le message. Mais hier, le plus important était de recevoir le diplôme des mains du Premier ministre. « C'est un honneur. Nous sommes à la fois fières et impressionnées ».

Philippe a dévoilé, hier, au Havre, l'ambition maritime de la France pour la place portuaire

Les communistes pas convaincus



À l'issue de son discours, le Premier ministre, Édouard Philippe, a échangé avec des participants aux Assises de la mer (photo Boris Maslard)



Les élus communistes réclament des actes

Ils s'attendaient à des annonces, à du concret. Les élus communistes qui ont assisté au discours d'Édouard Philippe, hier matin, au Havre, se disent unanimement déçus de la prestation du Premier ministre. « Sur ces dossiers, nous avons récemment démontré au ministre des Transports, en visite au Havre, que tout le monde parlait d'une même voix. Il y a des investissements à réaliser... Une traversée ferroviaire de l'estuaire, par exemple, permettrait de toucher l'Europe du Sud sans passer par l'île de France. Les élus communistes, depuis longtemps, ont réclamé une desserte fluviale pour Port

2000 et ce dès la construction de Port 2000. Si nous avons pris autant de retard par rapport à Anvers, par exemple, c'est par manque d'investissement... J'ai entendu Édouard Philippe dans son discours évoquer la déconstruction navale, là encore c'est quelque chose que nous portons depuis longtemps pour Le Havre. Mais à l'époque, nous n'avons pas été écoutés... » explique le député Jean-Paul Lecoq. « Il y a un décalage entre l'urgence des dossiers et des décisions qui traînent. On ne voit pas de stratégie de l'État. » Un motif également d'inquiétude avec l'évocation du port de Dunkerque dans le dis-

cours du Premier ministre. « Est-ce du gagnant pour Le Havre ? Est-ce pour conforter le Canal Seine Nord ? » se demande Jean-Paul Lecoq. Le député se dit également préoccupé par le dossier de l'éolien off-shore qui, au Havre, semble être totalement à l'arrêt. Céline Brulin, conseillère régionale, explique que la région n'a pas « la surface financière » pour entrer dans la gestion des ports et s'oppose également à l'idée de privatisation totale des ports. « Nous avons vu avec le terminal multimodal que la privatisation n'était pas toujours synonyme d'efficacité ».

Action discrète de la CGT...

Pour le principe. Et rien de plus. Ils n'étaient qu'une petite trentaine de syndiqués CGT à s'être rendus, hier, dès 8 heures, aux abords du Carré des Docks. Pour interpeller le Premier ministre, Édouard Philippe ? C'était illusoire. Le chef du gouvernement ayant, évidemment, emprunté un autre itinéraire (rue de l'aviateur Guérin) pour rallier l'auditorium et débiter, à l'heure, son discours d'ouverture des Assises de la Mer. Pour en faire autant auprès des intervenants et du public ? Difficile sans tracts, ni slogans. C'est donc dans une ambiance bon enfant, arborant leurs chasubles, qu'ils se sont rapprochés des barrières filtrant l'accès à l'événement via le quai de la Réunion. Le passage condamné par la poignée de policiers leur faisant face, les Cégétistes s'amusaient de la situation, assurant le comité d'accueil du public déboussolé de tomber nez à nez avec les gilets rouges. « Doudou est reparti », « on peut venir s'asseoir au premier rang ? On aurait une ou deux questions. »



Ils n'étaient qu'une petite trentaine de militants

Protocole oblige, des forces mobiles postées en retrait étaient prêtes à intervenir. Les autorités avaient encore en tête le coup de force de près de 500 dockers ayant cessé le travail le mercredi 24 septembre 2014 pour converger vers le rond-point des Docks afin de venir soutenir une poignée de militants venus distribuer un millier de tracts au giratoire des docks alors que Manuel Valls prenait part au LH Forum. Le Premier ministre avait souhaité ne voir personne lors de son arrivée au Docks Océane.

Point de tension donc hier matin. Un brin de désorganisation même lorsqu'un autre groupe de militants de Force Ouvrière du Havre, arrivant peu avant 10 heures, rebrossa chemin, illico, faute de force en présence. « Les gars de la CGT sont déjà repartis ? » Ils l'étaient, depuis déjà depuis quelques minutes. Olivier Duval, secrétaire du syndicat CGT pénitentiaire, de justifier. « Il fallait y être. Faire voir qu'on est toujours là ». Pas sûr qu'ils se soient fait voir.

CHRISTOPHE FREBOU

gistiques de l'axe Seine et de l'axe Rhône puissent à terme converger. Autre thème évoqué, celui de la digitalisation complète de la logistique maritime avec la mise en place d'une plate-forme nationale des données portuaires s'inspirant de ce qui se fait à Singapour. Le développement durable, le nautisme, la pêche, l'Outre Mer, la formation sont également des dossiers considérés comme prioritaires

par le Premier ministre. En attendant, et comme le rappelait le président de région Hervé Morin hier, le port d'Anvers a aujourd'hui un trafic quatre fois supérieur à celui du Havre. Il y a trente ans, il était deux fois plus élevé. Comme quoi, le temps qui passe ne joue pas en la faveur des ports français.

FRANÇOIS HAUGUEL



Une partie des diplômés félicités par le Premier ministre Édouard Philippe